

Les crédits

produire une main-d'oeuvre polyvalente et apte à répondre aux exigences de la technologie, des sciences et du génie, notre échafaudage scientifique s'écroulera parce que sa base n'est pas assez solide.

Sans vouloir être alarmiste, je soulignerai néanmoins que l'an dernier, 14 p. 100 des fabricants canadiens se sont plaints d'une pénurie de main-d'oeuvre spécialisée. Que ce soit pour des raisons sociales ou politiques, il demeure que beaucoup de jeunes gens opteront pour le droit ou l'administration plutôt que de s'orienter vers les sciences et de privilégier ainsi la recherche et le développement. Ce sont des professions que notre société au fil des ans a jugées plus acceptables, plus valorisantes. Ce n'est pas une telle attitude qui incitera davantage de talents d'ici à s'orienter vers des champs propices à l'invention, par exemple.

Ce qu'il faut acquérir, madame la Présidente, c'est une culture scientifique nationale, en dépit du fait que l'éducation soit une responsabilité propre aux provinces. Ce ne sera pas facile, j'en conviens, car nous avons un certain retard à combler et par surcroît nous devons mettre les bouchées doubles pour rendre l'industrie canadienne aussi performante que concurrentielle sur les marchés extérieurs et intérieurs. L'important c'est que tous les intéressés acceptent d'en parler et que l'urgence de former une main-d'oeuvre prête à relever les défis scientifiques et technologiques de l'avenir, en soit une à laquelle il convient de faire face collectivement.

Comme le soulignait le rapport de Grandpré sur l'adaptation de la main-d'oeuvre, le gouvernement a fait preuve de prévoyance en s'offrant des programmes de recyclage et de formation de la main-d'oeuvre tout à fait adéquats.

Compte tenu des ressources financières dont nous disposons, la balle est maintenant dans le camp du monde industriel; c'est à lui de faire sa part et de nous aider à relancer le pays.

Madame la Présidente, vous voyez où nous a conduits cette motion en apparence toute simple des libéraux! À un tour d'horizon bien incomplet, je l'avoue, des réalisations et des défis que nous rencontrons sur le plan de l'industrie, de la science et de la technologie.

Ce sont des questions qui dépassent et de beaucoup le cadre d'un débat comme celui-ci. Mais j'espère au moins avoir convaincu quelques-uns des députés de cette Chambre que notre gouvernement s'est engagé depuis plusieurs années à aider les intervenants à y voir plus clair. Je vous remercie de m'avoir accordé la parole aujourd'hui, madame la Présidente.

• (1710)

M. Mac Harb (Ottawa-Centre): Madame la Présidente, dans son discours, le ministre a parlé un peu du secteur privé. Il avait demandé que le secteur privé

investisse un peu plus dans le domaine de la recherche et du développement. Je veux donc demander à la députée si elle est d'accord avec le ministre quand il parle de cela, pendant que le président de la Northern Telecom a donné un exemple à l'effet qu'on ne peut pas demander au secteur privé de faire des investissements dans la recherche et le développement sans prendre le leadership, comme gouvernement. Il a dit qu'on avait besoin de créer un bon environnement économique pour le secteur privé. Il a donné l'exemple qu'ici, au Canada, pour établir une compagnie avec un actif d'un milliard de dollars, il fallait emprunter 275 millions de dollars pour établir cet actif. Si on compare cela avec les États-Unis, cela nous prend à peu près 400 millions de dollars, et si on fait la comparaison avec le Japon, cela nous prend 675 millions de dollars, sous-entendu qu'il est beaucoup plus facile d'établir une compagnie au Japon qu'il est possible de le faire, ici, au Canada.

Il est plus facile d'établir une compagnie aux États-Unis, si on le compare au Canada. Alors, avec le taux d'intérêt, ici au Canada, qui est beaucoup plus élevé que celui des États-Unis et que celui du Japon, on n'a pas ce qu'on appelle, en anglais, un *level playing field*, parce que les Japonais ont beaucoup plus d'avantages pour investir dans la recherche et le développement que les Américains ou les Canadiens. Alors comment peut-on parler du secteur privé, de l'investissement du secteur privé quand, nous, comme gouvernement on est en train d'augmenter les taux d'intérêt de jour en jour? Ce n'est pas le bon environnement qu'on devrait établir pour le secteur privé. Je veux demander à madame la députée si elle est d'accord avec le ministre quand il dit que le secteur privé devrait lui-même faire toutes ces choses-là sans l'assistance du gouvernement fédéral, sans le leadership du gouvernement fédéral.

Mme Suzanne Duplessis (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Sciences et Technologie)): Madame la Présidente, quand le député me demande si je suis d'accord avec mon ministre quand il prétend que le secteur privé devrait faire plus, je pense que oui. Il nous a mentionné ce qu'une industrie qui irait s'établir, soit aux États-Unis, aurait comme avantage si elle allait au Japon et tout cela, et, actuellement, il a fait allusion aux taux d'intérêt. Il a dit qu'aux États-Unis, bien sûr, ils étaient moins élevés qu'ici. Notre situation est différente. Nous avons un pays qui est endetté et nous avons mis extrêmement d'effort pour contenir et pour empêcher l'inflation de s'amener et de faire en sorte que les produits canadiens deviendraient des produits qui n'auraient presque plus de valeur. Alors c'est très difficile de dire que c'est la faute des taux d'intérêt. Nous sommes en train de mettre en place une taxe sur les produits et services qui sera extrêmement avantageuse pour les industries. Enfin, elles seront débarrassées de la fameuse taxe de 13 1/2 p. 100 qui était une taxe cachée et qui les empêchait de